
Les responsabilités internationales dans les affrontements croato-musulmans en Bosnie-Herzégovine

Marc Gjidara

A propos de la guerre en ex-Yougoslavie, l'opinion publique a dû s'habituer à voir renvoyer les protagonistes dos à dos de manière systématique, tant dans le cas de la guerre contre la Croatie que celui de l'agression contre la Bosnie-Herzégovine. D'un côté ce sont les Croates et les Serbes qui sont mis sur le même pied, bien que les destructions et les massacres se soient déroulés en territoire croate et surtout dans des localités à population majoritairement non-serbe. De l'autre côté, ce sont les Musulmans et les Serbes qui sont alternativement critiqués pour leurs exactions mutuelles, alors même que la conquête et l'agression ont fait sans doute plus de 200 000 morts du côté bosniaque, et que 70% du territoire de ce pays internationalement reconnu et membre de l'ONU sont sous occupation ou contrôle serbe, y compris là où les éléments serbes sont très minoritaires.

Depuis quelque temps les Croates sont accusés de conjuguer leurs efforts avec ceux des Serbes, pour faire la Grande Serbie pour les uns et la Grande Croatie pour les autres. Or, si l'on y regarde de plus près, les Croates ont vu affluer sur leurs territoires des centaines de milliers de réfugiés musulmans et ont reconnu l'Etat de Bosnie-Herzégovine. En outre, Croates et Musulmans ont été alliés au plus fort de la guerre en Bosnie-Herzégovine, les Croates locaux y étant les premières victimes de l'agression (dès octobre 1991) et les premiers défenseurs de l'intégrité territoriale bosniaque, avant que les Musulmans ne se décident à faire face parfois à mains nues à une guerre qu'ils ne voulaient ni prévoir ni préparer. Encore aujourd'hui, l'alliance croato-

musulmane subsiste par endroits, alors qu'en Herzégovine on a vu des unités mixtes croato-musulmanes affronter — y compris à Mostar — certains éléments de l'Armée bosniaque commandés par le général Arif Pasalic notamment, alors que le HVO (commandé par des chefs proches du pouvoir en place à Zagreb) et le HOS (milices d'extrême droite hostiles au HDZ) croates divergeaient sur le maintien de l'alliance avec les Musulmans. La droite nationaliste croate locale la soutenait résolument contre l'avis d'autres chefs croates locaux, qui finirent par éliminer (physiquement parfois) les commandants du H.O.S convaincus de la nécessité du maintien de l'alliance croato-musulmane, dénoncée par la partie serbe et considérée comme intolérable par certains responsables internationaux (Lord Carrington) ayant en charge le dossier "yougoslave". Par conséquent, si le bloc serbe en Bosnie-Herzégovine est relativement monolithique au niveau des dirigeants actuels, il n'en va pas du tout de même chez les Croates et les Musulmans de Bosnie-Herzégovine qui sont divisés, alors qu'à Zagreb et à Sarajevo les milieux politiques et l'opinion sont loin d'être unanimes face à ce qui se passe en Bosnie-Herzégovine. Les représentants autorisés de l'Eglise catholique pour leur part, tant en Croatie qu'en Bosnie-Herzégovine, ne cessent de préconiser l'unité de ce dernier Etat, s'opposent à sa partition, alors que parmi les chefs religieux islamiques les avis divergent sur la façon dont doivent évoluer les rapports croato-musulmans. Rien n'est donc simple ni clair s'agissant de la Bosnie-Herzégovine, où à la guerre entre Serbes et non-Serbes et à la déportation des seconds par les premiers, a succédé une guerre de tous contre tous, les Croates et les Musulmans tantôt continuant d'être alliés et tantôt se combattant et s'expulsant mutuellement. A ce jeu, c'est surtout la partie croate qui est perdante à en juger par le nombre des réfugiés de l'un et l'autre bords récemment chassés de Bosnie Centrale et d'Herzégovine. De même, le partage territorial prévu par le Plan Vance-Owen et révisé par le plan Owen-Stoltenberg consacre les gains croissants de la partie serbe, avec un relatif rééquilibrage au profit des Musulmans, acquis surtout aux dépens de la partie croate, qui est la grande perdante sur le terrain et dans les conciliabules diplomatiques de Genève.

Dans cette réalité dramatique et complexe où l'on voit la partie serbe imposer les règles impitoyables d'un jeu sanglant, qui ont néanmoins été "validées" par les médiateurs internationaux, les plus lésés sont les Musulmans et les Croates. Ces deux principales victimes sont néanmoins poussées par les circonstances et par la diplomatie internationale, à jouer entre elles le même jeu du fait accompli par la force, et selon les mêmes règles inhumaines.

Cette guerre croato-musulmane au sein de la guerre serbo-bosniaque, est un autre prolongement des mêmes erreurs politiques et diplomatiques, qui ont fait le lit de tous les malheurs présents. C'est le

chaos mental et l'improvisation qui ont présidé à l'analyse de la crise yougoslave, depuis 1990 sinon dès 1981, débouchant sur le gâchis actuel. Le désaveu des principes démocratiques européens par leurs propres promoteurs, et le reniement des règles internationales contenues dans la Charte de l'ONU, les Conventions humanitaires et les Accords d'Helsinki, par ceux-là mêmes qui en étaient les auteurs et les garants, ont conduit l'Europe et le monde au désastre qui se poursuit.

Le pourrissement de la situation: un choix

La guerre aux allures de génocide qui s'est abattue sur la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, s'est développée sur un arrière-plan d'encouragements objectifs à un aventurisme militariste qui s'est révélé sanguinaire, au service d'un projet de conquête sous-tendu et amplifié par une idéologie national-socialiste. Elle s'est poursuivie sur fond de contorsions capitulardes de la part des diplomaties de ce qu'il est toujours convenu d'appeler les "grandes démocraties". La France et la Grande-Bretagne ont cru trouver dans les Balkans un rôle de "grands frères" à leur mesure, sous couvert d'une Communauté Européenne inachevée et d'une ONU impotente. Le blocage du dossier et le gel de la situation sur place étant ainsi garantis, leurs chancelleries se donnaient tout loisir de manoeuvrer, en accaparant le traitement de la crise au nom de leur présence militaire sur le terrain, plus placée au service des gouvernements respectifs et de leurs intérêts propres, que de la communauté internationale et de son droit. Le bleu des bérets onusiens est jugé tout à fait adapté au blanchiment des recettes d'une diplomatie franco-britannique archaïque et dissimulatrice, pour qui le sang des victimes n'est pas du même rouge que celui des casques bleus, puisqu'il s'agit à ses yeux de "tribus" ou de "sauvages" qui ne rêvent que d'en "découdre" et de "s'entretuer". Accessoirement, cette "présence" de Paris et de Londres permettait de renouer avec le bon vieux temps, où l'on savait à coup sûr à qui appartenait le leadership en Europe. Cette attitude s'est greffée sur l'inquiétude sinon sur l'angoisse provoquées par une démocratisation dérangeante s'effectuant dans le "désordre à l'Est".

Le nouveau drame croato-musulman qui n'a pas de précédent historique, a servi à diluer un peu plus la complaisance occidentale envers l'agression et les buts de guerre de Belgrade, qui n'a jamais reconnu — à la différence de Zagreb — l'Etat bosniaque, que la Serbie a farouchement combattu au-dedans et au-dehors. A l'instar du plan Vance en Croatie, le plan Vance-Owen pour la Bosnie-Herzégovine, ainsi que les Conférences de Londres, Genève et Athènes, ainsi que la nouvelle mouture Owen-Stoltenberg du plan précédent, toutes ces

gesticulations diplomatiques ainsi que les signatures plus ou moins extorquées, se présentent comme un “processus” (ce terme vide de sens a été promu par Alain Juppé après les discussions de Washington) d’accompagnement de la guerre d’agression, et du nettoyage ethnique pratiqué d’abord à l’encontre des Croates, ensuite et surtout vis-à-vis des Musulmans. Plutôt que de punir en vue de dissuader, le parti a été pris d’entériner, donc de gratifier, les auteurs de guerre. C’est en quelque sorte une prime à la guerre de conquête et à l’agression qui fait figure de “Plan de Paix”. Cela signifie que depuis la Conférence de Lisbonne et à la suite des propositions Coutilhiero de mai-juin 1992, l’Europe, l’ONU, les Médiateurs successifs, ont repris à leur compte la grille de lecture raciste, inhumaine et antijuridique des promoteurs de la purification ethnique et de l’homogénéisation nationale, à propos des Confins de Bosnie-Herzégovine comme de ceux de Croatie sous occupation militaire, poussant ainsi délibérément les Croates et les Musulmans refoulés sur un tiers du territoire, à s’appliquer entre eux la logique scandaleuse initiée par la partie serbe. Plus que d’une abdication devant une idéologie de mort, il s’agit d’une faute contre l’esprit, contre la raison et l’humanité. C’est un reniement des valeurs européennes et universelles d’échanges et de tolérance. C’est l’exclusion de l’Autre élevée au niveau de dogme et de nouveau postulat pour les relations internationales futures, sinon de paradigme pour la conception et l’organisation de l’Etat de demain.

Ne voulant rien faire contre ceux qui ont rendu la guerre de conquête et le génocide à nouveau possibles en Europe, les instances internationales se sont comportées comme si l’ultime issue entre Croates et Musulmans ne pouvait qu’être renvoyée au sort des armes et à une nouvelle guerre, cette fois véritablement fratricide et ressentie comme telle par beaucoup dans l’un et l’autre camps. Le fait accompli est en train d’être entériné aux dépens des Croates de Bosnie-Herzégovine, comme il l’a été en Bosnie-Orientale au détriment des Musulmans. A l’aune occidentale, toute résistance à la violence armée serait insensée et perturbatrice, donc condamnable, dès lors qu’elle s’exerce dans le déséquilibre des forces, et la disproportion des moyens respectifs. Pour faire bonne mesure, cette dernière a été aggravée par un embargo sur les armes qui s’est révélé très sélectif et inégalement contourné, et qui surtout fut imposé alors que l’agresseur serbo-yougoslave avait accaparé les matériels accumulés depuis des années, et disposait par ailleurs des usines de fabrication d’armements sciemment installées sur son sol par anticipation et non sans arrière-pensées.

C’est dans le droit fil de cette utilisation programmée des médias, qu’ont été montées en épingle les conversations bilatérales serbo-croates, alors que ces discussions bilatérales étaient aussi croato-musulmanes et serbo-musulmanes, selon la volonté sinon l’exigence formellement exprimées dès les débuts du conflit bosniaque par les

instances européennes et onusiennes. Ces rencontres ont eu lieu à Sarajevo, à Split et à Graz. Car cette dernière entrevue qui a été tant dénoncée comme un marchandage serbo-croate sur la Bosnie, n'a eu lieu que parce que les négociateurs voulaient sortir la Serbie du ghetto diplomatique dans lequel Belgrade s'était enfermé, et pour briser l'alliance croato-musulmane redoutée par la Serbie, que Lord Carrington déclarait vouloir faire éclater soi-disant pour donner leurs chances à ce qu'il appelait les négociations de Paix. Celle-ci ne consistait en fait qu'à formaliser et à institutionnaliser les résultats de la guerre d'agression. Les Croates et les Musulmans qui avaient mêlé leurs suffrages pour l'indépendance en mars 1992, étaient ainsi renvoyés à la même méthode du fait accompli par les armes, cette fois entre eux. C'est dans ce nouveau conflit que les "médiateurs" ont voulu voir un déblocage du processus diplomatique, en obtenant enfin une triple signature, hâtive dans le cas croate car obtenue sous la pression internationale, accordée puis retirée dans le cas serbe, et consentie sous réserve dans le cas d'Izetbegovic, avec chez ce dernier l'espoir sans cesse renouvelé et toujours déçu d'une initiative américaine, perpétuellement entravée par la diplomatie franco-britannique qui a en dernier recours introduit la Russie dans ce qui ressemblait de plus en plus à une partie de crocs-en-jambe diplomatiques entre alliés d'hier.

Il est indispensable de rappeler cependant, ce qu'était la position commune croato-musulmane, battue en brèches sans répit, au plan international. En effet, les Croates et les Musulmans en votant ensemble pour l'Etat unique dans l'égalité des droits des trois nations constitutives, ont soutenu le projet d'Etat commun indépendant. C'est cette volonté identique qui a été contredite par l'idée de partition sur critères ethniques, et par le ralliement de la diplomatie à l'idée serbe des zones nationalement homogènes (et par conséquent "purifiées"). A la réalité d'une zone serbe nettoyée, a correspondu chez les victimes initiales, ou plutôt dans l'esprit de ceux qui les dirigeaient et sous la pression internationale, l'idée corrélative d'une zone croate et d'une zone musulmane également homogénéisées. C'est ainsi que des unités militaires croates se sont opposées à l'afflux des réfugiés (notamment armés) sur leurs territoires et ont mis en oeuvre prématurément la partition convenue mais non internationalement garantie, dans le même temps où en Bosnie centrale les Croates autochtones ou réfugiés étaient chassés par des unités armées musulmanes souvent venues d'ailleurs. Ce sont ces exodes et ces chassés-croisés de populations tous dus à l'agression serbe initiale, qui ont perturbé les équilibres démographiques des régions encore soustraites à la conquête mais submergées par les réfugiés, chacun voulant se tailler un espace vital propre, et s'efforçant de contrôler pour son propre compte les convois d'aides et les transports d'armes passant à portée de la main.

Les constats et les paradoxes de la réalité bosniaque

La Bosnie-Herzégovine a été rendue inviable, privée d'Etat et de gouvernement véritables. Les dirigeants ne sont plus représentatifs, les populations ne sont pas consultées sur les évolutions et dérives récentes, du côté croate comme du côté musulman. Ainsi a-t-on vu des chefs militaires musulmans à Sarajevo et autour de cette ville, puis en Herzégovine, se combattre entre eux au prix de nombreuses victimes. Des chefs militaires croates locaux sont morts dans d'obscurs affrontements avec d'autres unités armées croates. Des journalistes croates venus de Zagreb ont été maltraités ou refoulés par des commandements nationaux. Des responsables de l'armée bosniaque ont été relevés à plusieurs reprises de leur commandement. Des leaders locaux croates appartenant au HVO ou au HDZ, ont été tués par des incontrôlés du SDA musulman ou de l'armée bosniaque. Des propos irréfléchis ont été tenus de part et d'autre. Les représailles ont répondu aux représailles et les massacres aux massacres. Tout ceci a coïncidé avec la haute main franco-britannique sur l'action et l'inaction onusiennes et sur leur savant dosage, dont l'effet (sinon le but) a été d'éviter l'échec militaire de l'agresseur, qui était inévitable s'il n'y avait pas eu l'embargo qui a prolongé la guerre au lieu de l'abréger, les victimes entendant se défendre avec l'énergie d'un désespoir qui s'est transformé en autodestruction, par confrontation violente mutuelle des victimes. C'est pour avoir commencé à lever le voile sur les menées franco-britanniques sous couvert onusien, que le général suédois Wahlgren a été instantanément et sans explication relevé de son commandement, au profit d'un remplaçant plus docile, condisciple du général Morillon, également ouvert aux desiderata de Paris et de Londres, dont les arrière-pensées sont devenues patentes. Ainsi les médiateurs Owen et Stoltenberg dans le dernier état de leur plan, opposent aux Musulmans les impératifs de la Realpolitik, c'est-à-dire de la plus grande force, tout en prônant simultanément des découpages non définitifs ni garantis, effectués sur critères variables dans le temps et selon l'interlocuteur. Aux Serbes et au nom du fait accompli est accordée plus de la moitié du pays. En vertu de leur plus grand nombre, les Musulmans obtiennent 30% du territoire. Enfin aux Croates on applique le strict critère de proportionnalité (18% du sol pour 18% dans la population bosniaque totale, mais avec une zone croate qui regroupe à peine la moitié des Croates autochtones). C'est ainsi que la communauté internationale prétend introduire la paix, mais sans droit, ni justice, ni équité. Relayant ces plans, l'armée serbe offre des armes et des soutiens logistiques, un appui médiatique le cas échéant, alternativement aux Croates et aux

Musulmans, en fonction des nécessités stratégiques serbes sur le terrain. Très caractéristique à cet égard, est la fausse nouvelle lancée par Radio Belgrade selon laquelle 35 Croates refusant d'intégrer l'armée bosniaque auraient été pendus près de Zenica. La nouvelle reprise par le HVO croate s'avéra fausse. Longtemps aussi, les médias croates se turent sur les localités croates assiégées et affamées pour ne pas affecter le moral des combattants; les organismes humanitaires s'autorisant de ce silence pour s'en désintéresser a fortiori. Du côté bosniaque, on bloque les messages venus des Musulmans hébergés en Croatie et exhortant les deux parties à s'entendre et à faire taire les armes. A la fin août 1993 également, les médias croates s'abstenaient de faire état de la poursuite de l'alliance croato-musulmane à Bihac, Orasje et Tuzla. De même le HVO préférerait s'en prendre aux Moudjahiddines, en exagérant outrageusement leur nombre, alors que la plupart des exactions contre les Croates étaient imputables à des éléments commandés par Zuka Alispaga, qui s'était distingué dans d'autres combats contre les unités bosniaques de Juka Prazina le défenseur de Sarajevo. Les massacres perpétrés sur les Croates notamment à Dusine, Doljani, Brajkovici, près de Zenica et Kakanj, à Bugojno, Vakuf et Fojnica, sont surtout imputables à deux formations armées islamistes (MOS) dont le siège est à Zenica.

Pour soulager leur mauvaise conscience et pour atténuer leur culpabilité, maints responsables politiques relayés par certains médias cédant à la facilité de manière insidieuse et en maniant l'amalgame ravageur, évoquent volontiers le "nettoyage croate" en Bosnie, sans souffler mot de l'exode forcé croate le plus massif. Ainsi mettent-ils sur le même pied ceux qui ont conquis 70% du territoire bosniaque et provoqué l'exode de deux millions de personnes d'une part, et d'autre part ceux qui ont accueilli en Croatie plus de 500 000 réfugiés et populations déplacées bosniaques (dont plus de 70% de musulmans parfois) en plus des leurs propres réfugiés (700 000), ceux qui ont aidé et reconnu l'État de Bosnie-Herzégovine, ceux grâce auxquels la presse bosniaque a pu paraître à Zagreb où fonctionnent la plupart des instances gouvernementales et humanitaires bosniaques. Sont aussi qualifiés en bloc de "purificateurs" et collectivement marqués du sceau d'infâmie, ceux qui ont préservé ou contribué à sauvegarder les quelques contrées de Bosnie et d'Herzégovine encore soustraites à l'agression et à l'occupation serbes.

Si l'on se croit fondé à parler du "nettoyage ethnique à la mode croate", alors ce mot ne peut pas non plus être évité pour qualifier ce qui se passe en Bosnie Centrale d'où 200 000 Croates ont dû fuir. Comment aussi qualifier l'attitude de l'ONU qui prête la main à l'expulsion des Musulmans et des Croates du nord, de l'ouest et de l'est de la Bosnie, couvrant les opérations et assurant même la logistique le cas échéant, comme cela s'est produit et continue de se faire en

Croatie dans les zones contrôlées par les FORPRONU et sous leur couvert, sinon avec leur caution parfois même écrite.

Il est clair qu'en Bosnie du nord et de l'est ce sont les Musulmans qui ont supporté l'essentiel du choc, avec l'aide des Croates. Il est non moins certain qu'en Herzégovine ce sont les Croates qui ont fourni — les tout premiers — la majeure partie de l'effort militaire, et le HVO croate a accueilli dans ses rangs jusqu'à un tiers de soldats musulmans. S'agissant des combats de Mostar, l'on a caché avec une remarquable constance, que la défense de la ville a longtemps associé les troupes musulmanes de Jusuf (Juka) Prazina et les unités croates, face à certains éléments de l'armée bosniaque commandés par Arif Pasalic. Il n'est pas assez dit également, que la proportion des Croates morts en défendant Sarajevo est très supérieure à leur pourcentage dans la population de cette ville martyre où ils sont encore au nombre de 30.000. Il est malheureusement confirmé que les exactions d'Ahmici sur les Musulmans, complaisamment mises en exergue dans nos médias et justement condamnées, ont fait écho à une série d'assassinats de leaders croates et aux exactions de Konjic et Jablanica sur les Croates, à peine évoqués et dont l'ampleur n'a toujours pas pu être établie. L'épisode d'Ahmici lui-même est très trouble, qui s'est produit quasiment sous l'oeil des caméras britanniques qui étaient là, comme déjà prêtes. Curieusement les unités de l'un ou l'autre camp (croate et musulman) impliquées dans les massacres mutuels, comprenaient des mercenaires, volontaires et chefs de groupes étrangers, notamment britanniques. Or le journal bosniaque Ljiljian paraissant à Zagreb, a révélé le contenu très antibosniaque et anti-islamique d'une lettre émanant du Foreign Office, dont l'authenticité reste cependant à confirmer. Mais aussi bien la partie croate que la partie musulmane par la voix d'Ejup Ganic qui passe pour être un dur dans l'entourage d'Izetbegovic, ont mis en cause non seulement les services secrets serbes, mais aussi d'autres interventions, singulièrement britanniques, dans la survenance et l'exploitation des conflits croato-musulmans.

Hier, on renvoyait dos à dos les Croates et les Serbes, les agressés et les agresseurs, les victimes de Vukovar et leurs bourreaux, les victimes musulmanes et leurs tortionnaires. Aujourd'hui et pour la Bosnie-Herzégovine on voit se répéter le même scénario. Mais c'est une attitude-réflexe qui joue à tout coup au détriment des Croates. Même si les torts de leurs adversaires sont finalement établis, tout se passe comme si aux yeux du monde les Croates a priori ne peuvent ni ne doivent jamais apparaître dans leur droit, pas plus en Bosnie-Herzégovine qu'en Croatie. Après que l'on ait, même inconsidérément, accusé les Musulmans d'avoir parfois bombardé leurs propres populations afin de manipuler l'indignation et la compassion internationales, ou après qu'on leur ait imputé même à la légère la mort de certains casques bleus ou de convoyeurs d'aide humanitaire en vue

de pousser à l'intervention, voilà que la partie croate fait encore et toujours office d'accusé de service et de coupable perpétuel, à la faveur de bavures réelles, mais jamais totalement élucidées. Or, aussi bien dans l'affaire du Pont de Maslenica avec la mort des casques bleus français et du barrage de Peruca en Croatie, qu'en Bosnie-Herzégovine, il devrait y avoir les faits et les constats à établir contradictoirement, que l'on répugne souvent à exposer publiquement quand ils contredisent les montages diplomatiques, comme l'on refuse toujours obstinément de rendre publics tous les constats des observateurs européens depuis septembre 1991. On oublie que c'est le blocage de l'inefficace Plan Vance pour la Croatie qu'il faudrait plutôt incriminer. Pour la Bosnie, on omet de dire que c'est le refus de garantir le médiocre plan Vance-Owen présenté comme la seule solution viable, dont la signature a néanmoins été imposée aux parties sinon extorquée, qui développe ses effets pervers et ses conséquences néfastes, cette fois dans les rapports croato-musulmans.

C'est surtout la Realpolitik prêchée par les grandes puissances et dont elles ont cyniquement donné l'exemple, ainsi que la double néfaste logique (partition territoriale sur critère ethnique) inspirant les plans Vance-Owen-Stoltenberg, qui sont les premières responsables des combats fratricides opposant localement certains éléments musulmans et certaines unités croates, alliés et victimes au même titre de l'agression et du nettoyage serbes qui ont abouti à l'occupation des 2/3 du territoire.

La guerre contre la Croatie qui remonte à juillet 1991 est censée s'être propagée à la Bosnie voisine en avril 1992. Mais on escamote que dès octobre 1991, des régions de Bosnie-Herzégovine peuplées de Croates ont été en butte aux attaques et aux destructions de l'armée serbo-monténégrine. Plusieurs localités dont Ravno et ses environs furent rasés, les populations liquidées ou chassées, dans l'indifférence non seulement de la Communauté internationale, mais aussi du gouvernement central de Sarajevo à l'époque, qui ne voulait pas indisposer les extrémistes serbes, pensant amadouer l'adversaire en le ménageant, en laissant faire une agression visant exclusivement les Croates d'Herzégovine au début. Puis, lors de la guerre généralisée qui s'est développée ensuite, les parties croate et musulmane se sont défendues ensemble avec leurs moyens respectifs en hommes et en matériels, largement insuffisants. Elles ont été délibérément maintenues en état d'infériorité, du fait des décisions internationales consacrant le déséquilibre des forces dans l'espoir inavoué d'une "solution" finale rapide.

Certains Serbes s'en sont pris aux non-Serbes pour ce qu'ils étaient (Musulmans ou Croates). Entre Croates et Musulmans, les conflits furent d'une autre nature, même s'ils ont embrasé le centre et le sud du pays. Ils s'en prennent les uns aux autres pour ce qu'ils sont soupçonné (à tort où à raison) avoir fait, ou vouloir faire. C'est

pourquoi la guerre entre extrémistes serbes et tous les non-serbes, n'est pas symétrique de ce qui apparaît plus comme un affrontement croato-musulman opposant des partis politiques et leurs dirigeants les plus radicaux, engagés dans une lutte pour le pouvoir, divisés sur la conception de l'Etat commun et sur son contrôle. Ici les Croates chassent des habitants et des réfugiés musulmans de Mostar, ailleurs ce sont des Musulmans qui vident des régions entières de leurs populations croates autochtones. La création de l'entité croate défensive appelée Herceg-Bosna a certainement permis pendant un temps, de préserver ce qui pouvait l'être de l'invasion et de l'agression serbes, permettant aux Musulmans de se ressaisir, en leur donnant un répit précieux pour improviser leur armée face à un conflit qu'ils n'ont pas vu venir, malgré les signes évidents qui étaient bien antérieurs au référendum d'indépendance de mars 1992. Cette création se justifiait à coup sûr aussi longtemps qu'elle était bénéfique à la préservation de l'Etat commun et lorsque la défense bosniaque était inexistante. C'est la prolongation de cette organisation défensive croate et surtout son intégration dans le défunt plan Vance-Owen qui l'ont rendue problématique en l'institutionnalisant, pour l'ériger en pomme de discorde.

Effets conjugués de la conquête serbe et des ambiguïtés du plan Vance-Owen

Les mêmes commentateurs qui entendent opérer, à juste titre d'ailleurs, une distinction nécessaire entre le régime de Milosevic et le peuple serbe, au moins les quelque 30% de votants qui ont censuré sa politique criminelle, se comportent comme s'ils voulaient jeter — tout à fait abusivement — l'opprobre, et sans nuance cette fois, non seulement sur les responsables directs des affrontements en Bosnie Centrale, qui ne sont ni tous ni uniquement du même côté, mais sur tous les Croates de Bosnie-Herzégovine, y compris ceux qui continuent de mourir à Sarajevo, à Bihac, et ailleurs, avec les Musulmans et pour leur défense commune. Plus généralement même, il s'agit d'étendre l'anathème à la Croatie (pourtant seul pays à avoir aidé d'emblée massivement et de toutes les manières possibles les Bosniaques en détresse) et indistinctement aux décideurs politiques, tous sommés par ailleurs de suivre la voie de la Realpolitik ouvertement préconisée par les instances internationales.

L'Europe et les États-Unis, en refusant à la fois d'intervenir et de lever l'embargo sur les armes, tout en renonçant à désarmer d'une manière ou d'une autre l'agresseur, semblent vouloir laisser se dérouler

jusqu'à l'épuisement des victimes désarmées le projet grand-serbe, qui allègue la menace réelle ou prétendue d'État bosniaque unitaire "islamique". Pour les Croates qui, en accédant aux pressions internationales et en cédant aux sommations diplomatiques, signèrent les premiers le plan Vance-Owen, il s'agissait d'aller au plus vite vers ce qui était présenté comme une "normalisation" envisagée et soutenue par l'Europe et les Nations-Unies. Mais cette "normalisation" qui faisait figure d'unique solution acceptable par la société internationale, n'était même pas garantie par celle-ci. Il y a plus grave encore. Les provinces dites musulmanes de Bosnie Orientale où est massée la population appartenant à cette religion ou à cette culture, ayant été attaquées et perdues sans réaction internationale adéquate et en violation du plan prévu et finalement accepté, les promoteurs de ce plan ont montré que tout en exigeant sa signature ils n'en soutenaient pas la mise en œuvre en Bosnie (pas plus qu'en Croatie), et que tout était indéfiniment réversible et révisable, en fonction des rapports de forces sur le terrain, notamment entre Serbes d'une part et Croato-Musulmans d'autre part, et par conséquent entre Musulmans et Croates également. Les pertes territoriales musulmanes ici face aux Serbes étaient donc susceptibles d'être compensées ailleurs face aux Croates, pourvu que les lignes de séparation et de partage se stabilisent d'une manière ou d'une autre, y compris à coup de faits accomplis, fût-ce aux dépens du plan initialement convenu. Et puisque la partie serbe pouvait impunément défier le monde et violer ses engagements, et qu'elle était décidément trop forte pour les Musulmans, certains parmi ces derniers (de tendance plutôt yougoslavissante que bosniaque) ont été incités à rechercher une compensation éventuelle du côté de la partie croate, à la fois moins puissante, toujours suspectée, hors d'état de tabler sur une aide internationale quelconque, puisque nulle mobilisation "catholique" ne fait pièce à la mobilisation orthodoxe (russo-serbo-grecque) et à la relative solidarité islamique.

Le malheur, pour les deux parties croate et musulmane, a été que la Communauté internationale leur a demandé de se lier, mais sans s'engager elle-même, tout en acceptant ou en tolérant les attitudes dilatoires de la partie serbe et tous ses coups de force. Le scandale est qu'on demande aux victimes de l'agression d'accepter un découpage territorial intrinsèquement inique et conflictogène mais présenté comme un acquis, alors que simultanément rien n'est réputé irréversible, les Casques bleus se prêtant en outre au désarmement des seuls assiégés et non pas de leurs assiégeants (comme à Srebrenica).

Certes on peut reprocher aux uns d'avoir par naïveté trop cru au plan Vance-Owen, et aux autres de ne pas y avoir cru assez par entêtement. On peut aussi critiquer la mise en œuvre hâtive des premiers et l'application tardive des seconds. Certains ont mis en avant l'organisation décentralisée de l'État bosniaque où les fonctions

gouvernementales (donc la défense) sont censées appartenir aux autorités locales, alors que d'autres insistaient sur l'intégrité territoriale liée au caractère indivisible de l'État. En plus de ces interprétations divergentes, il y a eu les méfiances réciproques, les ambitions des individus, les improvisations maladroitement des responsables politiques qui ne savent pas toujours ce qu'ils veulent ou ce qu'ils peuvent vraiment, en présence d'une diplomatie internationale, elle-même incertaine, fluctuante sinon incohérente, toute en faux-semblant.

Les autres éléments d'explication

Dans le passé yougoslave lointain et récent, il n'y a jamais eu conflit entre Croates et Musulmans en Bosnie-Herzégovine, bien au contraire. Au cours des périodes-charnières de leur histoire commune, les Musulmans ont même très majoritairement partagé les options croates dans la vie publique tout en préservant leur spécificité, dès 1919-1920. Il est exact aussi, qu'ils ont très chèrement payé ces choix pro-croates. C'est pourquoi après 1945, il y a eu une compréhensible volonté de distanciation envers les Croates, qui s'est concrétisée par la création très controversée et finalement ambiguë sinon néfaste pour les intéressés, de l'appartenance nationale musulmane. Cette initiative de Tito apparaît en fait rétrospectivement comme un cadeau empoisonné. C'est ce qui a conduit certains milieux bosniaques dits musulmans, et surtout d'ailleurs ceux appartenant au parti communiste, athéistes affichés à ce titre et anationaux avérés souvent, à cultiver une obsession anticroate (gratifiante et rentable en termes de carrière) et parfois une hostilité antiserbe (plus risquée et moins payante). Tel fut et tel demeure l'état d'esprit notamment dans certains milieux militaires bosniaques. Ce subtil équilibre était même un gage de réussite dans leur fonction, et c'était un laissez-passer pour réussir dans bien des secteurs de la vie politique, sociale, culturelle ou artistique, et dans la diplomatie. La réelle difficulté à se tenir à égale distance des Croates et des Serbes, était corrigée par le risque moindre à basculer du côté serbe plutôt que du côté croate, ce qui constituait une tare nationale et religieuse rédhibitoire par excellence en Bosnie-Herzégovine, aux yeux de Belgrade bien sûr, mais aussi parfois de Sarajevo. La situation la moins enviable et la plus difficile hier comme aujourd'hui était certainement celle de ces musulmans persistant à se réclamer de l'appartenance croate. Ils concentraient souvent sur eux la colère à la fois des Yougoslaves, des Serbes et de leurs coreligionnaires anationaux. Le passé bosniaque n'a donc pas tout à fait cette allure idyllique qu'on lui trouve parfois, notamment pour les Serbes, pour les Musulmans encore moins, et surtout pas pour les Croates catholiques ou musulmans. Les plus mal

lotis étaient les Croates musulmans, en butte à la fois à la rancune de leurs coreligionnaires et de leurs conationaux.

Actuellement, du fait de l'agression et du nettoyage ethnique planifiés et exécutés par Karadzic et Mladic, les deux tiers de la population croato-musulmane (avec quelques éléments serbes), se trouvent concentrés et refoulés sur un tiers du territoire. Cela contribue évidemment à tendre la situation entre réfugiés eux-mêmes, à dégrader les rapports entre Croates et Musulmans, mais aussi au sein des premiers et parmi les seconds, car tant les Croates que les Musulmans sont divisés, et adoptent des positions différentes à propos de ce qui se passe en Bosnie centrale. La promiscuité des lieux, les pénuries de toutes sortes, l'exiguïté des territoires où ont afflué et reflué les populations déracinées (surtout musulmanes et croates), engendrent des tensions, suscitent des conflits, aggravés par la rareté des biens (nourriture, logement), l'insuffisance des aides diverses et des armements disponibles. A tel endroit ce sont des Croates qui prélèvent au passage une part de ce qui est destiné aux Musulmans, ailleurs c'est l'inverse. La partie serbe s'octroie un tribut sur tout ce qui se présente, la chose n'étant même plus signalée tant elle est devenue routinière et acceptée par les organisations internationales. Tous sont lésés, amers, irrités et soupçonneux, partageant cependant la même rage envers l'Europe démissionnaire et veule, la même rancœur envers le cynisme universel. Chacun croit également pouvoir faire un meilleur usage des armes saisies, considérant que sa communauté est la plus nécessiteuse, la plus deshéritée et la plus menacée de disparition. Combien d'enclaves croato-musulmanes au nord et à l'est de la Bosnie-Herzégovine, sont tombées dans les mains serbes à cause de l'attitude négative et non coordonnée des uns et des autres? Pourquoi s'est-il trouvé par exemple plus d'hommes et d'armements en Bosnie centrale pour affronter les Croates, que là où on les attendait et où ils faisaient cruellement défaut, à Cerska, à Tuzla, à Zepa, à Srebrenica, à Gorazde, à Brcko, à Maglaj et ailleurs? Nul doute que les assiégés croato-musulmans de Banja Luka et de Bihac par exemple, condamnent ceux des leurs qui s'affrontent entre eux plutôt que de voler au secours de ceux que la mort lente guette depuis des mois. Les extrémistes de tous bords y compris croates — c'est aussi l'avis de Zagreb — canalisent à leur profit ou créent ces tensions, entretiennent la nervosité et suscitent certains conflits. Le président Izetbegovic pour sa part, déclare ne pas avoir le contrôle de toutes ses troupes, ni maîtriser certains de ses officiers qui ont leur propre stratégie, très singulière quelquefois. Chez les uns et les autres, beaucoup sont plus enclins à l'usage de la force qu'au règlement pacifique des différends. D'un côté, les Croates appréhendent d'être noyés sous le nombre, dans un État à la nature incertaine et où leur place dans la vie publique ne serait pas assurée, à l'image du passé lorsqu'ils étaient exclus de l'exercice du pouvoir. De l'autre côté, les Musulmans

craignent les amputations territoriales d'un État dont la viabilité est problématique du fait du jeu équivoque des diplomaties, sur qui semblent trop vite s'aligner leurs alliés croates, qui de ce fait ne leur paraissent plus fiables. Les rencontres entre dirigeants croates et serbes, dont on oublie qu'elles ont aussi été voulues voire imposées par les instances européennes et onusiennes, sont ensuite utilisées alternativement contre l'une ou l'autre parties croate et musulmane, comme pour briser leur éventuelle convergence tant redoutée par la partie serbe, donc par la France et la Grande-Bretagne. Les déclarations variables sinon contradictoires, tant du côté du gouvernement de Sarajevo que de celui de Zagreb (également piégés par la diplomatie internationale) n'ont pas contribué à clarifier les problèmes, malgré les appels communs répétés à l'arrêt des combats fratricides.

Il faut aussi remarquer que tous les affrontements et les crises entre Musulmans et Croates, ont étrangement et systématiquement coïncidé (et ce n'est pas le fait du hasard) avec des offensives serbes dans le nord et l'est de la Bosnie, avec des échéances politiques importantes pour la partie serbe et pour les médiateurs internationaux, avec des virages cruciaux au plan diplomatique (Genève et Athènes par exemple). Chaque relance des combats croato-musulmans se doublait de l'annonce de la chute d'une ville, d'une région, d'un centre important, où les Croates et les Musulmans unis puis divisés ont dû céder devant la force matérielle supérieure des assiégeants. Il y a eu à cet égard une remarquable synchronisation entre les gains territoriaux serbes récents et les incidents croato-musulmans.

Il est utile de rappeler aussi, que beaucoup de chefs militaires dits musulmans ne sont pas originaires de Bosnie mais de Serbie (Sandjak), et que nombre d'entre eux avaient participé du côté serbe en 1991 à la guerre contre la Slovénie, puis contre la Croatie, et même au début contre la Bosnie et contre le gouvernement légal et légitime de Sarajevo, avant de se "rallier" à ce dernier dans des conditions parfois troubles. Que l'on se souvienne des différentes affaires Divjak et Halilovic restées obscures, des accusations de trahison et de collusion de ces officiers supérieurs de l'armée bosniaque avec la partie serbe. Cela en dit long sur les arrière-pensées possibles de tels ou tels chefs militaires bosniaques, purs produits de l'ancien régime. L'attitude de certains d'entre eux face à l'assaillant serbe à Sarajevo et ailleurs, fut jugée par certains Musulmans eux-mêmes comme franchement équivoque. La répartition des unités combattantes et des armements, leur utilisation, ont beaucoup prêté à discussion au sein du camp bosniaque. Lorsqu'il a fallu rompre le siège de Sarajevo et opérer la jonction avec des troupes amies venues de l'extérieur de la capitale, il y a eu des différends violents entre chefs militaires musulmans (entre Prazina et Karic). Des combats ont eu lieu qui ont fait beaucoup de victimes entre Musulmans (au mont Igman). Des dirigeants croates (dont un membre du

gouvernement bosniaque, et bien avant Turajlic) ont été tués dans des conditions mal élucidées. L'armée de Jusuf Prazina, forte de plusieurs milliers de volontaires a refusé de se placer sous les ordres d'ex-officiers de l'armée communiste yougoslave, préférant intégrer les forces militaires croates (HVO) après les traquenards sanglants de Bjelasnica, Tarcin, et Zenica. S'il y a d'un côté des commandants musulmans comme Halilovic, Pasalic, Alispaga et Karic: en face et contre eux il y a Prazina, Pohara et Sabanovic. Il a été souvent rappelé que le général Halilovic a participé à la destruction de Vukovar du côté serbo-yougoslave. Ces faits en disent long sur ce qui sépare certains Croates et certains Musulmans, et qui divise les premiers ainsi que les seconds. Comment ne pas y voir le fruit des très actifs services spéciaux de l'armée serbe et aussi franco-britanniques? Comment oublier que les familles de certains chefs de l'armée bosniaque se trouvent parfois au Sandjak (en Serbie)? A côté de ceux-là qui sont "tenus" d'une manière ou d'une autre, et des nostalgiques de l'ancien régime yougoslave et communiste qui n'ont de musulmans que l'étiquette, il y a encore la question des volontaires islamiques, qu'il ne faut ni exagérer ni minimiser. Les estimations vont de quelques centaines à plusieurs milliers (chiffre improbable). Mais ce qui n'est pas douteux, c'est que leur attitude envers les populations croates et catholiques n'est pas du tout la même que celle des Musulmans bosniaques. De même l'attitude de certains Croates d'Herzégovine envers les Musulmans n'est pas celle des Croates du reste de la Bosnie. De l'aveu même des dirigeants de Sarajevo, certains éléments armés sont livrés à eux-mêmes et mènent leur propre guerre, en s'appuyant sur des combattants Bosniaques qui se sont radicalisés au plan religieux à cause de l'attitude criminelle de l'Europe et du Monde, par dépit envers le lâchage des démocraties et leur double langage.

Il faut ajouter à tout cela, les différences dans les conceptions politiques et les visions respectives de l'Etat bosniaque, que le plan Vance-Owen a encore accentuées. Pour les Croates, l'Etat commun doit être décentralisé avec un pouvoir central léger, les fonctions gouvernementales étant dévolues aux provinces comme le préconisait le plan Vance-Owen, totalement confus, superficiel et contradictoire quant à l'organisation politique et administrative future du pays. Alors que les Musulmans plus nombreux et plus dispersés, pensent que l'Etat commun doit être unitaire avec un gouvernement central, une défense, une diplomatie, contrôlés par eux et concentrés. Mais il serait malhonnête d'oublier qu'il y a eu entre eux et qu'il y a toujours un point d'accord essentiel: le principe de l'indépendance et de l'existence même de l'Etat de Bosnie-Herzégovine. C'est le sens du référendum de mars 1992 sur l'indépendance, où les uns et les autres ont fait le même choix politique, démocratiquement. C'est cette commune aspiration qu'il fallait mettre en forme et traduire dans les institutions. C'est ce

que l'agression serbe a empêché et que la communauté internationale n'a pas su ou voulu faire. Faut-il rappeler que l'idée de référendum par république a été lancée par Milosevic dès mars 1990? La Commission Badinter n'a donc fait que le préconiser aussi pour la Bosnie-Herzégovine, à défaut d'accord entre toutes les parties bosniaques. Toutes les ex-républiques ex-yougoslaves ainsi que le Kosovo s'en sont acquittés avec les résultats que l'on sait, sauf la Serbie. Et ceux qui invoquèrent les référendums des Serbes de Croatie et de Bosnie-herzégovine, veulent ignorer le référendum des Musulmans du Sandjak et empêchent toute expression de volonté politique des Hongrois et Croates de Vojvodine.

Plus récemment, les 24-25 avril 1993, le président croate Tudjman ainsi que Messieurs Owen et Stoltenberg ont convié les responsables croates et musulmans de Bosnie-Herzégovine à Zagreb, pour conclure un accord en vue de l'arrêt des hostilités fratricides. Par la suite au début du mois de mai, d'autres accords ont été signés sur place à Medjugorje concernant l'application sur le terrain du plan Vance-Owen, partout où cela était possible, puisque c'est avec sa mise en oeuvre (trop rapide par les uns et trop tardive par les autres, mais il n'y avait pas d'échéancier) que tout s'est dégradé en Bosnie centrale. Un accord a pu se faire pour les zones de Mostar, Travnik et Zenica. Mais comme tant d'autres, cet accord a été dépassé par les faits accomplis territoriaux et la reprise des affrontements. Le but affiché était le suivant:

- former un gouvernement provisoire où seraient représentées les trois parties (musulmane, croate et serbe) ;
- former des régions militaires communes qui n'appliqueraient pas les logiques ethniques, mais associant les représentants des deux parties (croate et musulmane) aux instances de décision.

Il avait été prévu que la coopération serait renforcée, et que tous les prisonniers seraient remis en liberté. Un des points d'accord majeurs concernait la coordination croato-musulmane mise en oeuvre sous la forme d'une instance collégiale, avec à sa tête et pour l'instant un Croate (Jadranko Prlic). Le gouvernement provisoire institué comprenait trois musulmans et autant de Croates, en attendant que la partie serbe puisse à son tour envoyer ses trois représentants. Un autre point important, fut la nomination à prévoir de Croates et de Serbes au sein du personnel diplomatique bosniaque. C'est ce qui était envisagé par les accords de Medjugorje, haut lieu symbolique de la foi unanimement respecté. A cet égard, il est essentiel de rappeler la position non équivoque et constante des responsables religieux croates, tant ceux de Croatie que ceux de Bosnie-Herzégovine. Ils soutiennent fermement l'intégrité territoriale bosniaque, en application de la reconnaissance mutuelle des deux Etats, de leur reconnaissance par la communauté internationale dont le Saint-Siège, et de leur admission à l'ONU.

Objections aux tartufferies diplomatiques et médiatiques

C'est ainsi que non seulement toute normalisation équilibrée continue d'être refusée par l'agresseur, au fur et à mesure que s'affaiblit la position des Musulmans, mais encore a été créé de toutes pièces un clivage croato-musulman, substitué à l'alliance tant redoutée par certains et combattue par la diplomatie internationale. Et pour corser l'affaire, tout est fait et tout est devenu bon pour excuser l'attentisme diplomatique, pour justifier le refus d'intervenir contre la seule partie serbe, en créant l'artificielle symétrie entre politiques croate et serbe. Or, diverses questions se posent, plusieurs objections sont à faire à cette politique de gribouille, qui n'a les apparences de l'habileté et d'une "réussite" (qui tarde) que parce que ses concepteurs sont en mesure d'orienter les représentations collectives, de propager les attitudes-réflexes, à coup de stéréotypes médiatiques, de présentations fallacieuses et de simplifications trompeuses. Faute de pouvoir et de vouloir compter sur la force militaire, les grands acteurs politiques (France et Grande-Bretagne) qui ont découvert la puissance de la manipulation médiatique depuis l'affaire du Golfe, ont placé leurs espoirs dans le contrôle de l'information, tablent sur la propagande grâce à des moyens supérieurs à ceux de Belgrade et incomparablement plus efficaces que ceux de Zagreb et de Sarajevo. Ils attendent beaucoup de ceux qui façonnent l'opinion, pour éviter que celle-ci n'échappe à l'emprise exercée sur elle et ne s'exaspère. Mais les faits sont têtus : ils démentent les montages les plus savants et les clichés les plus retors. Comment expliquer en effet: — que c'est en Croatie que les Musulmans ont trouvé massivement refuge et que c'est de Croatie que leur parvient l'aide de toute nature, ce pays s'acquittant tant bien que mal, mais le premier et le plus massivement en dépit de ses propres difficultés, d'un devoir de solidarité que les grandes démocraties ont méconnu; — que c'est à et à partir de Zagreb que fonctionnent de nombreuses institutions politiques et humanitaires bosniaques, et que paraissent des journaux bosniaques disposant de la liberté de la presse (réputée inexistante) même pour critiquer sévèrement le gouvernement croate parfois à tort, et surtout pour vilipender les dirigeants occidentaux souvent à raison; — que depuis toujours en Croatie et de par le monde, Croates et Musulmans bosniaques ont agi et manifesté ensemble, les moyens recueillis étant dirigés indifféremment vers toutes les populations en détresse; — que l'affrontement ne soit pas de bloc à bloc entre tous les Musulmans et tous les Croates, mais seulement entre

certains parmi les premiers et les seconds; — que des chefs militaires et des combattants musulmans, ont préféré se ranger du côté croate, contre d'anciens officiers bosniaques de l'armée ex-yougoslave nostalgiques du régime déchu; — que l'on reproche aux Croates d'empêcher par moments l'acheminement des armes vers les Musulmans (ainsi la saisie à Zagreb des matériels venus d'Iran), alors que cela s'est fait parfois sur ordre de l'ONU, et que celle-ci sous la pression russo-franco-britannique maintient un embargo unilatéral et sélectif pénalisant les seules victimes croates et musulmanes, réduites à se disputer les ridicules moyens qui parviennent jusque-là.

Les détenus musulmans, dont certains ont appartenu au HVO croate d'ailleurs, une fois libérés des camps contrôlés par le même HVO, (entrepôts de Gabela ou Dretelj et Héliport de Mostar) ont fait le récit horrible de leur calvaire dont le monde a vu les images. Ce sont les mêmes histoires — mais sans images cette fois — que l'on pouvait entendre de la bouche de ceux des Croates qui sont sortis vivants des villes assiégées et des camps contrôlés par l'armée bosniaque (Tarcin, Konjic, Jablanica, Visnjica, Bugojno, Guca-Gora, Travnik, Zenica, Kakanj). Les Musulmans et les Croates avaient pourtant d'abord vécu et subi ensemble ces tortures et des monstruosité pires encore et plus massives, dans les camps serbes d'Omarska, de Keraterm, de Manjaca et d'ailleurs.

Voilà quelques interrogations et constatations élémentaires, qui réduisent à néant les accusations procédant de la manie calculée des fausses symétries. La réalité n'est pas celle que l'on affiche à la une des journaux avides de sensationnel, pourvu que l'on veuille bien aller au-delà des apparences si lamentables soient-elles. Entre Croates et Musulmans, selon les propos du représentant bosniaque à l'ONU Monsieur Sacirbey, il s'agit d'affrontements locaux pour des gains territoriaux exprimés quasiment en mètres carrés, dans les rares territoires soustraits à l'agression serbe. Chacun veut conquérir quelques quartiers ou hameaux pour y loger ses réfugiés, et s'approprier les maigres subsides passant à portée de la main. Voilà à quoi en sont réduites les victimes, acculées à s'entredéchirer, du fait d'une guerre qui leur est imposée, tolérée par la communauté internationale, alors qu'elle est dirigée contre un État reconnu, membre de l'ONU dont la Charte est reniée par ceux qui l'ont rédigée, oublieux du devoir d'assistance mutuelle.

Quant à la comparaison souvent faite entre Zagreb et Belgrade; ce n'est ni dans le type de régime, ni dans la personne des deux dirigeants en place ici et là que se trouvent les vrais points communs. Ils sont dans l'optimisme officiel, forcé et trompeur, affiché par les milieux dirigeants actuels, oublieux du sort des populations inquiètes, clochardisées, aux vies psychologiquement et matériellement délabrées.

Il n'y a aussi qu'une différence quantitative entre ceux qui

martyrisent les peuples d'une part et d'autre part les pseudo-solutions diplomatiques. C'est une dérision de parler de Communauté ou d'Union Européenne ou de Nations Unies, alors que les gouvernements et les instances internationales dont c'est la mission sont totalement incapables de protéger des millions d'innocents (musulmans, croates et serbes) confrontés à la barbarie.

Ceux qui n'aident pas comme ils le devraient les victimes de l'agression et qui leur refusent l'exercice utile de la légitime défense prévue par la Charte de l'ONU, faisant le jeu des extrémismes, des politiques de mort et des doctrines totalitaires et fascistes, laissant se concrétiser par la force une idéologie odieuse, sont les derniers à avoir le droit de juger et de condamner, surtout en trafiquant les réquisitoires et les incriminations. L'Histoire retiendra que c'est sous le gouvernement des chefs des grandes démocraties, Major, Mitterrand, Bush, Clinton, et alors que Perez de Cuellar et Boutros Ghali étaient préposés à la défense des intérêts de l'Humanité, que se sont produits les pires massacres, exactions, destructions et exodes que l'Europe ait connus, un demi-siècle après que les chefs des mêmes pays et la défunte S.D.N. eussent toléré et couvert en leur temps les crimes du nazisme. Au sein de la diplomatie notamment franco-britannique et à lire les déclarations officielles, il semble bien que le camp des tenants de la manigance politicienne et opportuniste l'emporte sur celui des défenseurs des règles juridiques et de la loi internationales, singulièrement celles relatives aux effets de la reconnaissance, au droit des nouveaux Etats accédant à l'indépendance (principes généraux de l'autodétermination et de l'*uti possidetis juris*), à l'exigence de bonne foi dans les rapports internationaux et à l'obligation de donner effet utile aux engagements souscrits (sanction des crimes de guerre et contre l'Humanité). Tout se passe comme si ces acquis juridiques n'étaient pas applicables aux sous-peuples, aux sous-nations, aux sous-Etats, et en définitive aux sous-hommes de l'ex-Yougoslavie. Pendant que les massacres et les déportations se poursuivent, l'hypocrisie continue et la duplicité perdure.

Marc Gjidara est professeur à la Faculté de Droit d'Orléans, auteur avec Mirko Grmek et Neven Simac du livre paru chez Fayard en 1993: *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe.*